

ECHO DU SNU



Bimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°5 juillet – août 2022



Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur les objectifs de développement durable, tenu à New York du 5-15 juillet 2022. Mme Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies a rencontré la jeune fille tchadienne, Mlle Fatimé Zara



NATIONS UNIES
TCHAD



Ce bulletin bimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de:

-M. Pierre HONNORAT

Vice président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordinatrice Humanitaire

Collecte d'informations et mise en page :

-Dohou Pascal Ferso

Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Avec l'appui de:

-Aristophane Ngargoune/UNHCR

-ADA Francois Xavier /OIM

-Adeline Tannone / OIM

-Augustin Zusanne/OCHA

-Donaig Le Du / UNICEF

-Jean Philippe Odinakachi/UNESCO

-Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA

-Estelle Madjilem/FAO

-Abdel Aziz Ahamdan/ UNFPA

-Eric Djepatarlemgoto / UNFPA

-Eloge Mbaihondoum / PAM

-Amadou BARAZE / PAM

-DIADHIOU, Ndéye Coumba / OMS

-Naissem Jonas / OMS

-Alvine Teufack Temfack / OHCHR

-Laguerre Nadissengar / OHCHR

-Valery Wadja / PNUD

-Aristide Dingamdoum / PNUD

EDITORIAL: Rendons hommage aux humanitaires

Chères lectrices et chers lecteurs,

Nous voici au 5e numéro de notre bimestriel d'information « ECHO du système des Nations Unies au Tchad » que nous consacrons à la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire (JMAH), célébrée le 19 août de chaque année.

Comme vous le savez, le Tchad reste confronté à une situation humanitaire complexe marquée par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, les mouvements des populations, les urgences sanitaires et les effets du changement climatique dans un contexte de sous-développement et d'instabilité sécuritaire régionale. En réponse à cette multitude de crises, des personnes de tous horizons s'efforcent d'aider les plus démunis. Parfois, ces personnes sont, elles-mêmes affectées par les crises qu'elles cherchent à apaiser.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) est l'occasion de célébrer le travail des humanitaires, mais aussi des communautés qui sont le plus souvent en première ligne de la réponse quand survient une crise humanitaire.

Cette année, les humanitaires ont été reconnaissants aux centaines de bénévoles, de professionnels et de personnes touchées par les crises, qui fournissent des soins humanitaires d'urgence, surtout, souvent moins visibles, qui rendent toute intervention possible particulièrement les humanitaires locaux basés sur le terrain afin de souligner leurs sacrifices et l'importance de leur travail dans les opérations humanitaires.

La JMAH édition 2022 nous a permis de réunir les humanitaires notamment le Gouvernement, les représentant des personnes affectées ainsi que les bailleurs de fonds pour échanger sur l'importance de la réponse humanitaire au niveau communautaire et nationale autour du thème : « **Il faut tout un village** », tiré d'un dicton anglais pour rappeler le « **It takes a village to raise a child** » caractère collectif du travail humanitaire.

A cette occasion, la communauté humanitaire, en étroite collaboration avec le Gouvernement tchadien, a remis des dons constitués de médicaments, de kits de dignité et de matériel de salubrité, au Centre de santé d'Atrone, situé dans le 7e arrondissement et dans le centre SOS Villages d'Enfants à des ménages sinistrés des inondations dans le 8e Arrondissement de la ville de N'Djamena. C'est plus de 41 000 personnes sinistrées dans la capitale tchadienne. Avec ce thème révélateur, « Il faut tout un village pour ouvrir une école, créer des points d'eau, construire des latrines, ouvrir un centre de santé ou construire des abris. C'est cet effort collectif qui est célébré cette année »,

Il faut noter que la JMAH est l'occasion de rappeler les défis multidimensionnels auxquels plus de 38 organisations humanitaires s'activent à répondre au Tchad, dont l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les mouvements forcés de population (causés par l'action des groupes armés non-étatiques et l'instabilité dans certains pays voisins) mais aussi les effets du changement climatique.



Violette Kakyomya, Coordinatrice résidente
du système des Nations Unies et
Coordinatrice Humanitaire

Fatimé Zara Haroun a participé au Forum Politique de Haut niveau pour le développement durable à New York.

Par Donaig Le Du



Il est mis en œuvre par un réseau de 130 filles tchadiennes avec l'appui du Ministère de la Culture, et le soutien financier de l'UNICEF Tchad. Début juillet 2022, Fatimé s'est rendue au siège des Nations Unies à New York, pour représenter le « Super Banat » au Forum politique de haut niveau pour le développement durable. Durant son séjour, Fatimé a fait un discours au Forum, et a rencontré Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et le Dr Najat Maalla Mijid, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée des violences contre les enfants, avec lesquelles elle a abordé la question des filles tchadiennes victimes de violences basées sur le genre, et l'urgence d'agir pour concrétiser leurs droits à la santé et à l'éducation.

Fatimé Zara Haroun, 21 ans, est une militante, présidente du Parlement des filles leaders du Tchad et l'une des dirigeantes du "Super Banat", un programme communautaire de leadership féminin et de transformation qui engage les filles et les adolescentes autour de questions de santé, genre et violences basées sur le genre.

Formation de 130 Super Banat à N'Djaména



venues des différentes villes du pays, ont été formées à N'Djaména, sur les thématiques de la lutte contre les violences basées sur le genre, la sensibilisation VIH, le bénévolat, les techniques de communication. Au terme de cette formation, un bureau national a été mis en place pour plus d'efficacité sur le terrain.

Du 12 au 14 juillet, 130 "Super Banat" (un programme communautaire de leadership féminin et de transformation qui engage les filles et les adolescentes autour de questions de santé, genre et violences basées sur le genre.)



Le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) au Tchad a été établi en septembre 2004 par le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Affaires Humanitaires et Coordonnateur des Secours d'Urgence. Cet établissement fait suite à un afflux de 200 000 personnes en provenance du Darfour au Soudan entre 2003 et 2004, nécessitant une réponse humanitaire d'envergure.

Le rôle du Bureau OCHA au Tchad est de :

- ✓ Appuyer et faciliter le travail du Coordonnateur Humanitaire et de l'Equipe Humanitaire Pays. OCHA contribue ainsi à coordonner la réponse humanitaire en appui aux efforts du Gouvernement pour répondre, de façon appropriée et en temps opportun, aux besoins des populations affectées par les crises humanitaires, telles que les catastrophes naturelles (inondations, sécheresse, etc.), les épidémies, les mouvements de population, et les crises alimentaires et/ou nutritionnelles ;
- ✓ Recueillir, analyser et faciliter le partage de l'information avec les acteurs humanitaires pour une meilleure planification et mise en œuvre des interventions, en s'assurant que cette information soit accessible à tous ;
- ✓ Collaborer étroitement avec toutes les organisations ainsi qu'avec le Gouvernement pour la préparation des plans de réponse humanitaire ;
- ✓ Appuyer le plaidoyer de la communauté humanitaire pour la mobilisation des ressources nécessaires à la réponse aux urgences.

Les bureaux de terrain d'OCHA au Tchad

OCHA Tchad joue ce rôle à travers ses quatre bureaux : le principal basé à N'Djamena et les trois autres de terrain qui sont à Abéché dans la province du Ouaddaï, Baga-Sola dans le Lac et Goré dans le Logone Oriental.

Abéché (mis en place en janvier 2007) se concentre sur les mouvements de population en provenance du Soudan, et sur les questions d'insécurité alimentaire, d'eau et d'assainissement dans cette région du Sahel, en mettant également l'accent sur le renforcement des capacités, l'opérationnalisation du lien humanitaire et développement et la programmation de la résilience ;

Baga Sola (établi en janvier 2015) se focalise sur les

mouvements de population en provenance du Nigeria, du Niger et du Cameroun ainsi que sur les abris, l'insécurité alimentaire liée à ces déplacements et l'accès aux services de base. Le nombre croissant de personnes déplacées dans cette région exige une réponse renforcée et un meilleur plaidoyer sur leurs besoins immédiats, ainsi qu'une attention à plus long terme sur les solutions durables dans le contexte des initiatives de planification du développement local. Un environnement sécuritaire et opérationnel de plus en plus difficile nécessite également un engagement actif de la coordination civilo-militaire (CMCoord) avec le gouvernement et les acteurs militaires.

Goré (érigé en juin 2014) se charge particulièrement des mouvements de population en provenance de la République centrafricaine (RCA) et sur les solutions durables pour les retournés dans le Sud, y compris l'accès aux services de base. La promotion d'initiatives de résilience et de développement, le plaidoyer sur les besoins et les mesures de préparation efficaces sont essentielles dans le Sud. Malgré la prévalence d'une grande vulnérabilité, des besoins humanitaires élevés et la fréquence des catastrophes à petite échelle (inondations et d'épidémies), le sud reçoit peu d'attention.



Au Tchad et dans le monde, OCHA a 5 fonctions clés

COORDINATION DE LA RÉPONSE HUMANITAIRE :

OCHA rapproche les individus, l'expérience et les outils afin de sauver des vies.

OCHA aide les gouvernements à avoir accès aux outils et aux services de secours humanitaires qui permettent de sauver des vies. Nous déployons des équipes d'intervention rapide et travaillons avec divers partenaires pour évaluer les besoins, passer à l'action, mobiliser du financement, rédiger des rapports et faciliter la coordination civilo-militaire. OCHA coordonne également chaque année, avec le Gouvernement et l'ensemble des partenaires humanitaires, l'évaluation précise des besoins humanitaires, matérialisée par l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO). Les données de cette évaluation sont traduites, par la suite, en Plan de réponse humanitaire (HRP).



PLAIDOYER :

OCHA parle au nom des personnes affectées par les conflits et les catastrophes.



À travers divers supports et plateformes, OCHA s'exprime publiquement lorsque la situation l'exige. Nous travaillons en arrière-plan en menant des négociations sur des questions telles que l'accès, les principes humanitaires, la protection des civils et du personnel humanitaire afin que l'aide soit acheminée là où elle est nécessaire. OCHA assure également la coordination civilo-militaire avec le Gouvernement et les acteurs militaires, dans un environnement sécuritaire et opérationnel de plus en plus difficile, particulièrement dans la province du Lac.

GESTION DE L'INFORMATION :

OCHA collecte, analyse et partage l'information essentielle.

OCHA rassemble et partage des données fiables sur les lieux où se situent les personnes touchées par les crises, sur leurs besoins urgents et sur les entités les mieux placées pour leur venir en aide. Nos produits d'information (cartes, aperçus de la situation humanitaire, rapports de situation, 3W, etc.) facilitent une prise de décision et une planification rapide.

FINANCEMENT HUMANITAIRE :

OCHA organise et assure le suivi du financement humanitaire

Les outils et services de suivi financier d'OCHA facilitent la gestion des dons humanitaires en provenance de plus de 130 pays. OCHA gère aussi le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) qui fournit rapidement des fonds initiaux lors des prémices de crises humanitaires ainsi qu'un soutien critique lorsque des fonds manquent pour faire face à des situations d'urgence.

CONCEPTION DE POLITIQUES :

OCHA veille à l'orientation et à la clarté de la politique humanitaire

OCHA identifie et analyse les tendances et aide la communauté humanitaire à concevoir une politique commune fondée sur les droits de l'homme, le droit international et les principes humanitaires.

Journée mondiale de l'aide humanitaire

Par Augustin Zuzané



Une célébration marquée par une assistance aux sinistrés des inondations

Le Ministre de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale, M. Moussa Batraki et la Coordinatrice Résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordinatrice Humanitaire, Mme Violet Kakyomya ont co-présidé, le 18 août au Centre de santé d'Atrone, la célébration de la Journée mondiale de l'aide humanitaire (JMAH) 2022. aux cotés des deux, étaient présents le Représentant de l'UNICEF, la Représentante adjointe de l'UNFPA et bien d'autres agences des nations unies représentées. Cette célébration a continué sur le terrain le 19 août, à Abéché à l'Est, à Goré au Sud et à Bol à l'Ouest.

Cette année, la JMAH est célébrée autour du thème « *Il faut tout un village* », tiré d'un dicton anglais « *It takes a village to raise a child* (il faut tout un village pour éduquer un enfant) » pour rappeler le caractère collectif du travail humanitaire.

A cette occasion, la communauté humanitaire, en étroite collaboration avec le Gouvernement tchadien, a remis des dons constitués de médicaments, de kits de dignité et de matériel de salubrité, au Centre de santé d'Atrone, situé dans le 7^e arrondissement et à

des ménages sinistrés des inondations au centre SOS Villages d'Enfants, dans le 8^e Arrondissement de la ville de N'Djamena. Pour rappel, au 12 septembre, plus de 44 000 personnes sont sinistrées dans la capitale tchadienne.

« *Il faut donc tout un village pour ouvrir une école, créer des points d'eau, construire des latrines, ouvrir un centre de santé ou construire des abris. C'est cet effort collectif qui est célébré cette année* », a déclaré Violet Kakyomya, Coordinatrice Résidente du système des Nations Unies au Tchad et Coordinatrice Humanitaire.

La Journée mondiale de l'aide humanitaire est l'occasion de rappeler les défis multidimensionnels auxquels plus de 38 organisations humanitaires (agences des Nations Unies ou organisations non-gouvernementales) s'activent à répondre au Tchad, dont l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les mouvements forcés de population (causés par l'action des groupes armés non-étatiques et l'instabilité dans certains pays voisins) mais aussi les effets du changement climatique.

Face à ces défis, les partenaires techniques et financiers du Tchad restent engagés auprès de ce dernier pour apporter une aide humanitaire d'urgence aux personnes les plus vulnérables.

« Je voudrais rendre un hommage mérité à l'ensemble des acteurs humanitaires, particulièrement ceux qui s'engagent au sein de leurs communautés, à aider et soutenir leurs semblables. Je n'oublie pas les partenaires techniques et financiers qui continuent de soutenir le Tchad dans son effort de réponse aux besoins les plus urgents des communautés affectées, et cela malgré la multiplicité des crises à travers le monde pour lesquelles ils sont sollicités », a déclaré M. Moussa Batraki, Ministre de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale de la République du Tchad, durant la cérémonie.

Pour marquer cet engagement commun pour l'humanitaire, la campagne #ToutUnVillage a été lancée sur les réseaux sociaux pour faire preuve de solidarité avec les personnes qui ont besoin d'aide et d'appréciation pour ceux qui travaillent pour la fournir.

La JMAH a également été célébrée le 19 août sur le terrain, à Abéché dans la province du Ouaddaï, à Goré dans le Logone Oriental et à Bol dans le Lac.

A Abéché, les travailleurs humanitaires et les autorités provinciales ont discuté le rôle de la communauté locale dans la réponse humanitaire. Cela a permis de souligner la faible appropriation des actions humanitaires par les communautés locales ainsi que par les autorités ainsi que la faible communication entre les acteurs humanitaires et la communauté locale et impliquer les responsables traditionnels.

A Goré, en dehors de la cérémonie officielle avec les autorités provinciales, précédée d'une marche, la journée a été marquée par la mise en évidence des témoignages de plusieurs travailleurs humanitaires de l'ombre (femme chauffeur, retourné réparateur de Danamadja, leader communautaire réfugié et réfugiée monitrice d'école maternelle).

A Bol, en plus de la cérémonie officielle avec les autorités, la communauté humanitaire locale avait organisé des sketches, des émissions radiophoniques interactives et des jeux question-réponses sur la thématique de l'année et les principes humanitaires sur les ondes des radios communautaires Kadaye de Bol et Nangui de Baga Sola. Des auditeurs ont gagné des cadeaux constitués des arrosoirs, brouettes et pelles.

En guise de rappel, en décembre 2008, l'Assemblée Générale des Nations Unies a institué le 19 août comme « Journée mondiale de l'aide humanitaire » en honneur aux 22 humanitaires qui avaient tragiquement perdu la vie l'hors d'un attentat contre le Bureau des Nations Unies à Bagdad, en Iraq, le 19 août 2003.



Une contribution des Nations Unies à la facilitation du Dialogue National Inclusif et Souverain (DNIS)

Par Valéry Wadja



Lancé le 20 août dernier par le président du Conseil Militaire de Transition, les travaux du Dialogue national inclusif et souverain, a eu la participation de plusieurs invités de marque dont le Président de la Commission de l'Union Africaine et le Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU. Le lancement de ce dialogue vise à rassembler les Tchadiens de différentes corporations pour jeter les bases d'un nouveau Tchad, uni et prospère, afin d'aboutir à des "élections libres et démocratiques".

Pour y arriver, à ce cadre de concertation qui a réuni plus de 1500 participants, plusieurs acteurs ont uni leurs efforts, dont le Gouvernement Tchadien en premier, les forces vives de la nation tchadienne, les organisations régionales et sous-régionales, le système des Nations Unies et autres partenaires techniques et financiers.

L'ONU dans sa quête de coopération avec le Tchad depuis longtemps pour assurer une paix durable et un développement harmonieux pour le peuple tchadien, a mobilisé des ressources nécessaires pour accompagner le gouvernement pour la tenue effective du Dialogue National Inclusif et Souverain à

travers le portefeuille du Fonds du Secrétariat général pour la consolidation de la Paix (Peace Building Funds (PBF)). Au Tchad, ce portefeuille se focalise sur cinq thématiques à savoir : i) Prévention de l'extrémisme violent ; ii) Renforcement de la gouvernance locale et la cohésion sociale ; iii) Atténuation des conflits liés aux ressources naturelles et à la transhumance ; iv) Autonomisation des femmes et des jeunes et v) Appui à la transition pacifique et inclusive.

Le fonds a soutenu certains points d'entrée prioritaires stratégiques sur le dialogue national et la réconciliation, en mettant l'accent sur l'inclusion des femmes et des jeunes et les droits de l'homme à travers la mise en place d'un projet conjoint impliquant le PNUD, le FNUAP et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ce soutien multiforme a servi de catalyseur à la mobilisation des ressources, en facilitant les contributions au Basket-Fund en appui à la transition mis en place par le Gouvernement à travers le PNUD. Plusieurs réalisations sont à l'actif de ce projet.

De la substance du dialogue national inclusif

Les Fonds du Secrétariat général pour la consolidation de la Paix ont servi à soutenir 26 consultations dénommées pré-dialogue, dont 23 ont été menées dans les 23 provinces du Tchad et 3 dans le cadre des négociations préalables avec les politico-militaires. Ces consultations ont été réalisées par le Comité d'organisation du dialogue national inclusif (CODNI) et le Comité Technique Spécial (CTS). Dans les 23 provinces, les travaux se sont articulés autour de 5 thématiques pour lesquelles les avis des populations étaient sollicités. Une équipe d'experts du CODNI, dont la mise en place a été facilitée par le projet, ont accompagné la tenue de ces travaux. Les résultats de ceux-ci ont été compilés dans des rapports qui servent de documents de base lors des travaux en commission.



De la participation stratégique des femmes



Les femmes, qui représentent 52% de la population tchadienne, souffrent d'une faible représentativité dans les instances décisionnelles pour des raisons multiples, certaines étant propres aux pays sub-sahariens, et d'autres spécifiques au contexte tchadien. Dans le cadre du projet, les rencontres successives visant à mieux coordonner l'action des femmes ont permis la mise en place d'un mécanisme de coordination des actions des femmes sous l'égide du ministère de la Femme. Ce mécanisme dispose d'une feuille de route et de ressources pour sa mise en œuvre. Si la répartition des participants par corporation semble révéler une relative faible participation des femmes au DNIS, ces dernières disposent néanmoins, grâce au projet, de moyens et d'un mécanisme pour faire entendre leur voix.

C'est dans ce sens qu'avec la contribution des Fonds du Secrétariat général pour la consolidation de la Paix, un **Quartier Général des femmes** (Women Situation Room) a été mis en place au sein du lieu de la tenue du DNIS pour assurer un plaidoyer et mener des stratégies sous la tutelle du ministère de la Femme. L'enjeu est de renforcer une véritable prise en compte de la voix des femmes dans le Tchad nouveau qui sortira de ces assises visant à doter le Tchad d'un nouveau contrat social. Par ailleurs d'un point de vue logistique, les participantes issues des organisations féminines et de certaines organisations ont été prises en charge pendant la toute la durée du DNIS.

De la participation des jeunes

Des organisations de jeunes ont bénéficié d'un appui tant opérationnel que stratégique. Ainsi, plusieurs rencontres d'échanges et d'explication ont eu lieu dans différentes provinces afin de permettre aux jeunes de s'informer sur les objectifs du DNIS, les enjeux et l'opportunité qu'offre de telles assises pour relever les défis de la jeunesse, assurer des plaidoyers sur des questions cruciales telles que l'éducation, la formation, l'emploi et les conflits intergénérationnels. À travers différentes rencontres, les jeunes ont ainsi pu définir le profil de leurs représentants au DNIS et la nature de leur contribution dans les débats. Tous les jeunes issus des organisations de jeunes ont été pris en charge pour leur participation effective.



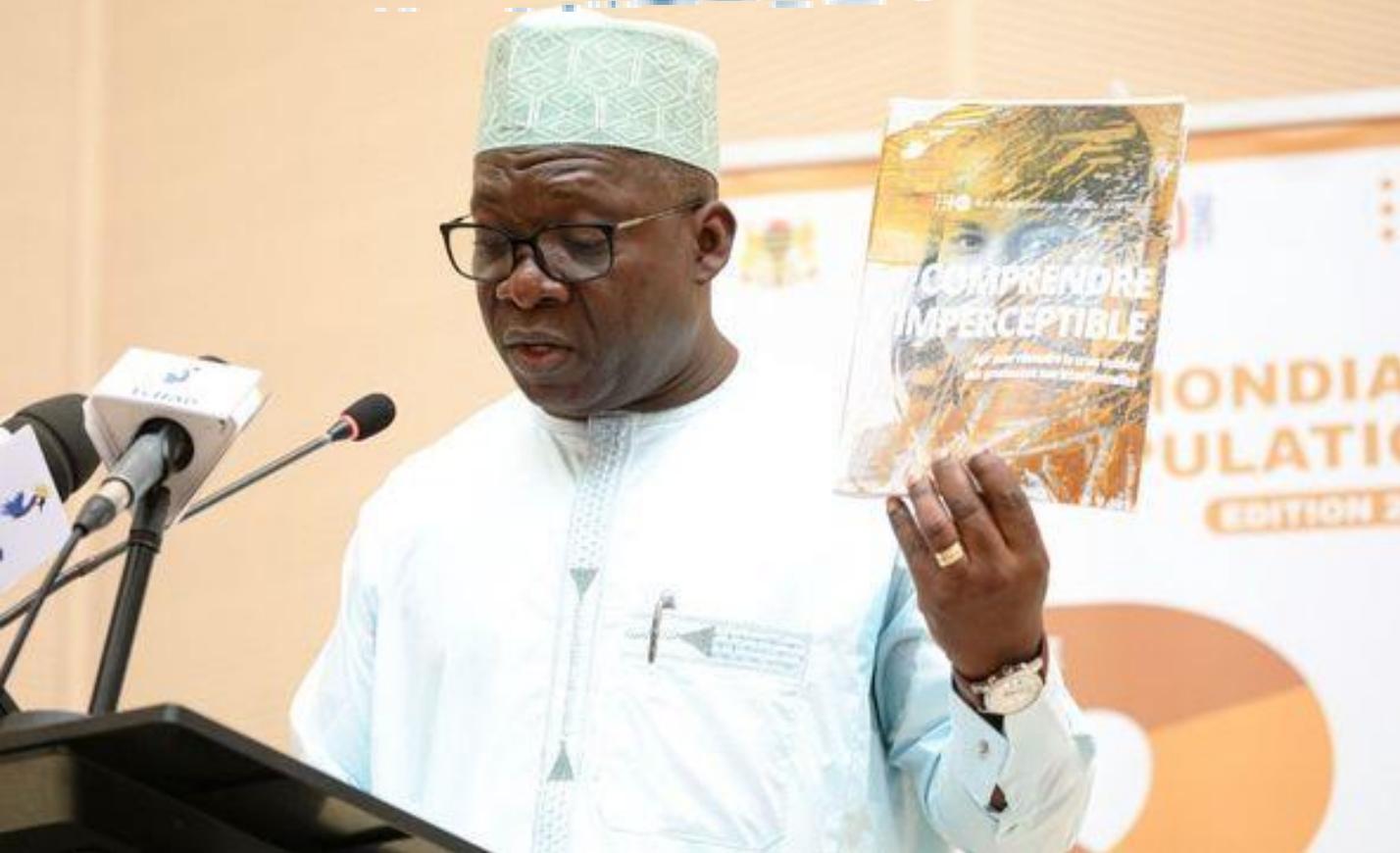
Du renforcement de l'appropriation nationale du DNI



Avant la Dialogue, il s'agissait d'expliquer aux populations le bien fondé du DNIS, les thématiques arrêtées par le CODNI et d'autres informations relatives. Pendant le dialogue, ces organisations ont sensibilisé les populations sur la nature des débats, l'évolution de l'agenda, les recommandations qui seront prises au fur et à mesure et la possibilité pour les populations de faire intervenir certains de leurs représentants sur des thématiques précises. Cet exercice couvrant les 23 provinces du pays est financé en partie sur une dizaine de provinces,

Journée mondiale de la population 2022 : Lancement du rapport mondial sur l'état de la population

Par Eric Djepatarlemgoto



Le 12 juillet dernier a eu lieu à l'Hôtel Radisson Blu la cérémonie nationale de célébration de la Journée Mondiale de la Population organisée par le Ministère de l'Economie, de la Planification du Développement et de la Coopération Internationale en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). Présidée par le Ministre de la Femme, de la Famille et de la Protection de la Petite Enfance, cette cérémonie, qui a servi en même temps de cadre au lancement national du rapport sur l'état mondial de la population Edition 2022, a réuni les Représentants des Agences du système des Nations Unies, les cadres des différents Ministères et de nombreux jeunes et adolescent (e)s. Le thème du rapport sur l'état mondial de la population de cette année est : "Comprendre l'imperceptible : agir pour résoudre la crise oubliée des grossesses non intentionnelles".

La cérémonie a été marquée par un sketch sur les grossesses non intentionnelles, la présentation d'une vue synoptique du rapport, l'allocution du Représentant Résident de UNFPA au Tchad et par le discours de lancement du rapport par la Ministre de la Femme Représentant pour la circonstance son collègue de l'Economie, de la planification du développement et de la coopération internationale.



MASSAKORY CELEBRE LA JOURNEE DE LA POPULATION

Par Eric Djepatarlemgato



Le Secrétaire d'Etat à l'Economie, à la Planification du Développement et à la Coopération Internationale en compagnie de Mme Amina Kodjiana, Gouverneur de la Province de Hadjer Lamis a lancé le 1^{er} juillet 2022 à la place de la nation, la cérémonie de commémoration de la Journée mondiale de la population (JMP) dont le thème est « Huit milliards d'êtres humains sur Terre : vers un avenir résilient » Exploiter les possibilités et garantir les droits et les choix de toutes et tous ». Ont pris part à la cérémonie, les autorités administratives et militaires, les leaders traditionnels, religieux, de la société civile ainsi que toute la population, l'équipe de l'UNFPA et la délégation venue de N'Djamena. L'objet de la JMP est d'attirer l'attention sur l'urgence et l'importance des questions de population, notamment dans le cadre de l'élaboration des plans et programmes généraux de développement. Pour les autorités, les chiffres comptent. Mais nous devons aller plus loin en offrant aux individus des perspectives plus nombreuses et plus accessibles. Les possibilités sont, entre autres : - La promotion de la planification familiale et de la santé maternelle, ; - l'exercice des droits des femmes et des jeunes à travers l'éducation des filles, la lutte contre les violences basées sur le genre ; - L'emploi décent des jeunes et des femmes. Ce lancement a été suivi d'intense activités de communication, de mobilisation sociale, sensibilisation et conférences débats sur le thème de l'année.



Le PNUD appui la digitalisation du système judiciaire tchadien

Par Aristide Dingamdoum



Le ministère de la Justice chargé des Droits humains garde des sceaux a organisé, avec l'appui du PNUD, une session d'informations et d'échanges d'expériences sur l'E-justice avec le Maroc et le Rwanda. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du processus de digitalisation de la justice tchadienne entamé par le Gouvernement du Tchad il y a quelques années et qui bénéficie ainsi de l'accompagnement du PNUD à travers son projet d'appui aux institutions de la chaîne pénale au Tchad. En présence du ministère de la Justice M. ALHABBO et du Représentant Résident du PNUD, M. Kamil Kamaluddeen, les représentants des ministères de la justice du Rwanda et du Maroc ont chacun partagé leurs expériences en matière de transformation digitale des institutions judiciaires de leurs pays.

Pour M. Alhabo, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, la digitalisation de la justice s'impose à tous les acteurs de la justice, car à l'heure du numérique seuls ceux qui seront à la page auront leur place dans l'administration de la justice. Ne pas s'adapter est synonyme d'auto-exclusion, car le fonctionnement de la justice au Tchad va se digitaliser afin de combattre les maux qui la rongent.

Pour le PNUD, à l'heure de la révolution numérique que connaît le monde, il est essentiel que les institutions chargées d'administrer la justice au profit des populations soient à même de répondre aux

exigences de qualité, de célérité et de redevabilité qu'exigent leur rôle. À travers ses multiples appuis à la chaîne pénale au Tchad, le PNUD œuvre pour l'accès à une justice équitable, performante suivant le principe de ne laisser personne de côté. Le développement d'un pays, la paix et la cohésion dépendent fortement des institutions judiciaires efficaces et efficientes.



Le Tchad se dote d'une stratégie nationale de l'entrepreneuriat féminin

Par Aristide Dingamdoum



Le 13 juillet dernier à Bakara, avec l'appui du PNUD, le Ministère du Commerce et de l'industrie a organisé un atelier de 2 jours pour valider la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat Féminin.

Au Tchad, comme dans tous les autres pays de la région, l'épanouissement économique et social des femmes en général et leur accès aux opportunités économiques et de revenus en particulier constitue un grand défi mais aussi un enjeu majeur. Un grand défi, d'abord parce que les pesanteurs socio-culturelles ne leur sont pas favorables, notamment en termes d'accès à la terre, principal actif de production en zones rurales, et des charges liées à l'entretien de la famille. Ensuite, souvent plus que les hommes, les femmes doivent affronter les contraintes liées à l'analphabétisme, au manque de formation technique ou managériale et à l'accès au financement. Pour toutes ces raisons, les femmes supportent une part considérable du poids de la société, sans que leur travail ne soit suffisamment reconnu et valorisé. Tout cela ne favorise pas l'épanouissement des femmes et freine leur participation au développement socio-économique alors qu'elles en sont les piliers indéniables.

Cependant, l'analyse du secteur de l'entrepreneuriat féminin au Tchad met en évidence les principales forces du secteur, notamment l'existence d'une dynamique entrepreneuriale importante des femmes,

la prise de conscience des pouvoirs publics de l'importance de l'entrepreneuriat des femmes, l'existence de règles régissant l'activité entrepreneuriale mais aussi des opportunités pour le développement du secteur et notamment une économie informelle dynamique et l'existence de filières à forte valeur ajoutée et donc prometteuses en termes d'investissement et de création de richesses. Il s'agit, entre autres, de l'élevage de la volaille et des petits ruminants, des cultures maraîchères et céréalières, des mines, de l'agro-industrie, des filières « **textile et confection** » et « **cuir et peaux** ».

Dans le but de tirer parti de ces opportunités, Gouvernement à travers le Ministère du Commerce et de l'Industrie a jugé utile de se doter d'un cadre de planification stratégique guidant l'ensemble des interventions en faveur de l'épanouissement socioéconomique des femmes. Ainsi, est né le projet d'élaboration de la Stratégie nationale de l'entrepreneuriat féminin, porté par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et appuyé techniquement financièrement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cette stratégie consiste essentiellement à favoriser l'accélération de la croissance économique inclusive, la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité des femmes ainsi que des inégalités entre hommes et femmes au sein de la société.

Le Tchad a tenu une consultation nationale pour évaluer la gouvernance des migrations

Par ADA François Xavier



La semaine 26-28 juillet dernier, le gouvernement de la République du Tchad, à travers le ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger, a tenu une consultation nationale pour évaluer la gouvernance des migrations à travers le pays. La consultation nationale, qui a rassemblé plus de 40 participants issus d'institutions gouvernementales et de la société civile, dont les représentants d'associations de migrants, a offert aux parties prenantes l'opportunité, à travers six tables rondes thématiques, de débattre sur les priorités du futur cadre de gouvernance des migrations au Tchad, d'identifier les lacunes existantes et de développer des actions concrètes pour pallier ces dernières.

Ouvrant les assises, le Secrétaire Général Adjoint du Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger, M. Yohana Kokosso a rappelé l'importance de la question migratoire pour le Tchad, et l'importance de la tenue de la consultation alors que le Tchad connaît une augmentation de ses dynamiques migratoires. « La consultation nationale intervient au moment où notre pays fait face à une situation humanitaire sans précédent. Le Tchad compte aujourd'hui plus d'un million de personnes en déplacement forcé. [...] Toutes ces personnes ont des besoins en sécurité alimentaire, nutrition, éducation, santé, protection, abris, articles ménagers, eau, hygiène et assainissement, qui s'élèvent à plus de 510, 9 millions de Dollars américains », a-t-il rappelé.

Vaste pays enclavé d'Afrique centrale, le Tchad est le théâtre de diverses dynamiques migratoires. À travers le pays, les mouvements migratoires se présentent sous différents aspects, dont, entre autres, la migration forcée, la migration de main d'œuvre, la transhumance, l'émigration des jeunes, l'exode rural,

pour n'en citer que certains. Depuis 2019, face au développement accru et diversifié des migrations, le Tchad, « Pays Champion » de la mise en œuvre du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières, a **multiplié les actions** pour un meilleur encadrement des déplacements de personnes à travers son territoire.

C'est ainsi que le 14 décembre 2021, le pays a lancé le processus des **Indicateurs de Gouvernance de Migration (IGM)** afin de faire le point sur l'exhaustivité de ses politiques migratoires, et d'identifier des lacunes et des domaines qui pourraient être renforcés. À travers le processus IGM, le Tchad a identifié comme priorités la lutte contre la traite des personnes, les solutions durables aux migrations forcées y compris celles provoquées par le changement climatique, l'engagement avec la diaspora, la protection des travailleurs migrants et des membres de leurs familles, et la gestion de la migration de retour. « La tenue de cette consultation marque un tournant décisif pour le Tchad. Le processus des Indicateurs de Gouvernance des Migrations n'est qu'un outil et j'espère qu'il servira de base pour assurer que les migrations au Tchad s'effectuent d'une manière sûre, ordonnée, régulière et pour le bien de tous », a dit Anne Kathrin Schaefer, Cheffe de Mission de l'OIM au Tchad.

Parmi les recommandations issues de la consultation, les participants ont souligné la nécessité de renforcer la coordination intergouvernementale et les partenariats notamment avec les organismes internationaux et le secteur privé telle que la diaspora pour la mobilisation des ressources financières et humaines nécessaires à l'amélioration de la gouvernance des migrations à travers le pays.

L'Allemagne et l'OIM fournissent des postes frontières mobiles pour soutenir la gestion des migrations au Tchad

Par Adeline Tannoné



La République fédérale d'Allemagne et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont remis deux postes frontières mobiles au Ministère tchadien de la Sécurité publique et de l'Immigration en vue de soutenir les efforts de gestion des frontières du pays.

La cérémonie de remise qui s'est tenue le 17 août était présidée par S.E.M. Idriss Dokony Adiker, Ministre de la Sécurité publique et de l'Immigration, Mme Anne Kathrin Schaefer, Cheffe de Mission de l'OIM au Tchad, et S.E.M. Gordon Kricke, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Tchad. Les postes frontières mobiles sont deux grands camions équipés d'ordinateurs, de stations d'analyse d'empreintes digitales et de documents médico-légaux, d'un générateur et de panneaux solaires. Chaque camion est entièrement équipé du système d'information et d'analyse des données sur la migration, l'outil phare de l'OIM permettant aux États de collecter des données sur les flux migratoires et de fournir une base statistique solide pour l'élaboration de politiques migratoires. En ouverture de la cérémonie, le Ministre a remercié l'OIM pour cette coopération fructueuse, notant l'importance des unités de gestion des frontières pour renforcer les efforts du gouvernement.

« Le Tchad est devenu un carrefour clé pour les migrations en direction de la Libye et de l'Europe, et nous constatons des flux records de migrants et de voyageurs en provenance des pays voisins ainsi que d'autres parties du continent, ce qui souligne la nécessité d'une action renforcée pour gérer les frontières », a-t-il déclaré. Les deux nouveaux camions seront déployés dans des zones frontalières clés à Ounianga-Kébir et Zouar, dans les provinces du nord du Tchad, à la frontière avec la Libye et le Niger, où des flux

migratoires records ont été observés ces dernières années. Entre août 2019 et septembre 2020, l'OIM a enregistré **plus de 21 000 migrants** traversant les points de suivi des flux de Faya, Zouarké et Ounianga Kébir.

Depuis 2018, l'OIM a fourni un soutien multidimensionnel au gouvernement du Tchad pour renforcer la gestion de ses frontières, ainsi que la gouvernance des migrations de manière générale. Plus de 300 agents de gestion des frontières ont été formés par l'OIM à la gestion humanitaire des frontières, à l'identification de documents, à l'orientation des victimes de la traite des personnes et du trafic illicite, aux droits humains et à la protection des migrants. En outre, l'OIM a construit et équipé trois postes frontières dans le nord, le sud et l'est du pays afin d'améliorer les services d'immigration dans ces régions et a soutenu la mise en place d'un serveur central à N'Djamena pour faciliter l'analyse des données des voyageurs. « Nous sommes heureux de fournir ces postes frontières mobiles innovants, qui permettront aux autorités tchadiennes de gérer efficacement leurs frontières, de faciliter les mouvements transfrontaliers réguliers et de détecter les flux irréguliers aux principaux points de passage », a déclaré Anne Kathrin Schaefer.

Le don des postes frontières mobiles s'inscrit dans le cadre du projet « **Balke - Projet de sécurité et stabilité dans le nord du Tchad (iom.int)** », financé par la République fédérale d'Allemagne et mis en œuvre par l'OIM. Le projet soutient la stabilisation communautaire intégrée des communautés rurales du nord du Tchad, notamment la réhabilitation des infrastructures socio-économiques, la formation professionnelle des jeunes, la fourniture de cartes d'identité, la gestion intégrée des frontières et la cohésion sociale.

Des infrastructures scolaires de qualité pour les élèves et enseignants tchadiens

Par Odinakachi Jean Philippe



L'UNESCO lance la construction de 96 salles de classe dans les provinces du Lac, Kanem, Logone oriental et Moyen Chari.

Dans certaines de ses localités des provinces comme le Lac, le Kanem, le Logone oriental et le Moyen Chari, les salles de classe se résument souvent à de simples abris de fortune en plein air, appelés « hangars » et généralement construits en paille. Pendant la saison chaude, enfants et enseignants bataillent contre la poussière et la chaleur. Durant la saison des pluies, les écoles sont purement et simplement fermées. « Les problèmes d'infrastructures dans notre province ne nous permettent pas de respecter le calendrier scolaire et de terminer les programmes surtout dans les cadres des zones d'urgence. L'arrivée des premières pluies nous oblige à interrompre la scolarité. Tout cela porte un coup dur à l'achèvement des programmes d'enseignement », insiste Nour Amat Oudah, délégué régional à l'éducation du Moyen Chari.

Le PUREAT pour changer la donne

L'UNESCO, à travers le **Projet d'urgence de renforcement de l'éducation et de l'alphabétisation au Tchad (PUREAT)** sous financement du **Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)**, a lancé officiellement la construction de 96 nouvelles salles de classe, 112 latrines séparées pour filles et garçons ainsi que 18

points d'eau potable repartis dans les 28 écoles des quatre provinces en situation d'urgence. La construction de ces salles de classe permettra à des centaines d'élèves tchadiens d'apprendre dans de meilleures conditions. Au lancement des travaux, tous les parents d'élèves présents dans la cour de l'école des orphelins de Sido, pour assister à la remise de site, ont accueilli dans un tonnerre d'applaudissements et de cris de joie l'annonce de lancement officiel des travaux de construction de deux salles de classe et de quatre cabines de latrines pour les filles et les garçons. Même son de cloche du côté des autres villes et villages, où les parents et les différents acteurs de l'Éducation nationale, confrontés chaque jour à des conditions d'enseignement extrêmement difficiles, ont accueilli avec enthousiasme et soulagement l'annonce des interventions du PUREAT.

Les responsables du projet ont également déployé des moyens importants pour suivre régulièrement et efficacement l'avancée de sa mise en œuvre. Il est prévu dans le cadre de ce projet, la distribution de fournitures scolaires aux élèves et le renforcement des capacités des enseignants, dans les domaines de la prise en charge psycho-sociale, du genre/l'équité, de la santé et de la nutrition. Ces écoles bénéficieront de la cantine scolaire et d'un soutien à la scolarisation des filles et à l'éducation inclusive.

Lancement du processus d'élaboration de la politique nationale de l'enfance

Par Donaig Le Du



L'UNICEF et le Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance ont procédé le vendredi 12 Août, au lancement du processus d'élaboration de la Politique nationale de la Protection de l'Enfant au

Tchad. Cette Politique permettra dans un cadre d'action unique et cohérent, la création d'un environnement protecteur pour tous les enfants tchadiens quel que soit le motif de leurs vulnérabilités.

Inauguration du Bureau d'état civil pour l'enregistrement des naissances à l'hôpital notre dame



Le 10 Aout, a été inauguré un bureau d'état civil à l'hôpital Notre-Dame des Apôtres de N'Djaména. Ce bureau mis en place grâce à l'appui de l'Union européenne au Tchad, en collaboration avec le gouvernement, rapproche davantage les services d'état civil des communautés et permet d'enregistrer tous les enfants qui naissent à la maternité ou qui viennent à la vaccination.

Projet d'appui à la mise en œuvre d'une transition institutionnelle et politique inclusive et apaisée

Par Laguerre Nadissengar



Dans le cadre de ce projet financé par le PBF, le HCDH a mené des activités suivant les axes 2 et 3 de la feuille de route du Gouvernement, relatifs à l'organisation du dialogue, la consolidation de la paix et l'unité nationale, le renforcement de la Bonne Gouvernance et de l'Etat de droit. En rapport avec l'axe 2 de ladite feuille de route, le HCDH a, en collaboration avec le PNUD, l'UNFPA et UNOCA, observé entièrement les assises du DNIS. Par rapport à l'axe 3, le HCDH a apporté des appuis technique et financier au ministère de la Justice, chargé des Droits Humains, pour l'organisation de diverses activités, dont une retraite qui a eu lieu du 18 au 22 juillet 2022 à l'hôtel arc-en-ciel de Koundoul, pour concevoir la méthodologie et les outils d'enquête pour la réalisation de la cartographie des violations des droits de l'homme et la vérification de la légalité des cas détention.

Douze (12) participants, dont deux femmes, du ministère de la Justice, de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, des Organisations de la Société Civile et du personnel du HCDH y ont pris part.

Dans le cadre du même projet, un atelier de formation **sur le rapportage de violations des Droits de l'Homme en période de transition** a été organisé à Koundoul du 1^{er} au 5 août 2022, à l'intention de 38 représentants des Organisations de la Société Civile (OSC), dont 18 femmes, venus de sept (7) Provinces à savoir N'Djaména, Logone oriental, Logone Occidentale, Mandoul, Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest et du Ouaddaï

Poursuite des demi-journées de sensibilisation des Officiers et Sous-officiers du PC Fuseau Est de la Force Conjointe du G5 Sahel sur le DIDH, le DIH et le droit des réfugiés.

Par Laguerre Nadissengar



Pendant la période en revue, le HCDH, à travers le projet Cadre de Conformité du G5 Sahel, a poursuivi ses activités de sensibilisation des Officiers et Sous-officiers du PC Fuseau Est sur le DIDH, le DIH et le Droit des réfugiés. Plusieurs thèmes spécifiques ont été au cœur des demi-journée de sensibilisation pendant cette période à savoir : « *La protection de la femme dans le cadre des opérations de la Force Conjointe du G5 Sahel* » ; « *La prise en compte des droits de l'homme aux frontières internationales dans le cadre des opérations de la Force Conjointe du G5 Sahel* » ; « *L'intégration d'une perspective fondée sur le genre, dans les opérations de la Force Conjointe du G5 Sahel* » ; « *La procédure opérationnelle permanente en matière d'enquête interne au sein de la FC du G5 Sahel* » ; « *Responsabilités des supérieurs militaires hiérarchiques* » ; « *rôle de la composante police du G5 Sahel* ». Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'une série de 16 demi-journées de sensibilisation prévues au titre de

l'année 2022 au profit des Officiers et Sous-officiers du PC Fuseau Est, afin de renforcer leur capacité à prendre en compte les règles du DIDH, du DIH et du droit des réfugiés dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la FC du G5 Sahel. Quarante (40) officiers et Sous-officiers du PC Fuseau Est dont 3 femmes, participent à chaque demi-journée de sensibilisation.



Démarrage d'une série de séances de formation du HCDH-Tchad, en DIH et DIDH, aux Cours d'Appui aux Chefs de Section de l'Infanterie (CACSI) de l'armée Tchadienne à N'Djamena, le 9 août 2022

Par Laguerre Nadissengar

Pendant la période en revue, le HCDH, a débuté l'animation d'une série de séances de formation sur le DIH et le DIDH, au profit des stagiaires des *Cours d'Application des Chefs de Sections de l'Infanterie* (CACSI) de l'Armée Tchadienne. La première séance de formation du HCDH dans cette école militaire a eu lieu le 9 août 2022, sur le thème « *introduction au DIH et aux DIDH* ». Cette intervention du HCDH au CACSI a été sollicitée par les responsables de cette école militaire. L'objectif de ces séances de formation dont les bénéficiaires sont au nombre de 36, tous des hommes, est de renforcer les connaissances des stagiaires du CACSI en matière du DIH et du DIDH et de les outiller à mieux prendre en compte le DIH et le DIDH dans l'accomplissement de leurs missions, à leurs retours au poste en tant que chefs de Section de l'Infanterie de l'Armée tchadienne. Les séances de formation du HCDH se poursuivront jusqu'à la fin de la formation des stagiaires actuels.



Atelier de renforcement des capacités du projet Forces de sécurité intérieures (FSI) du HCDH, aux partenaires locaux, sur la prise en charge pluridisciplinaire des victimes de violations des droits de l'homme y compris des actes de torture et de VSBG, du 30 août au 1er septembre 2022, à N'Djamena.

L'équipe du projet FSI Tchad a organisé du 30 août au 1er septembre 2022, à N'Djamena, un atelier de renforcement des capacités à l'attention des Officiers de Police Judiciaire (OPJ), du personnel de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), du personnel de la Maison Nationale de la Femme (MNF), des travailleurs sociaux et des membres des associations des droits de l'homme y compris les cliniques juridiques, sur la prise en charge pluridisciplinaire des victimes de violations des droits de l'homme y compris des actes de torture et de VSBG. La cérémonie d'ouverture officielle de l'atelier s'est déroulée en présence de la Secrétaire Générale du ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfance (SG/MFFPE), représentant pour la circonstance son Ministre de tutelle, du Représentant du Président de la CNDH, de

l'Ambassadeur de l'Union Européenne (UE), du Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Tchad, et du Chef de Bureau a.i. du HCDH Tchad. Trente (30) personnes en provenance de N'Djamena, Moundou et Sarh, dont 17 femmes parmi lesquelles 3 Officières



L'OMS attribue 2 centrales d'oxygène : les décès liés au manque d'oxygène au sud du Tchad sont désormais évitables.

Par DIADHIOU, Ndéye Coumba



Depuis l'apparition de la Covid-19, l'oxygène s'est révélé un des médicaments essentiels dans la prise en charge des patients souffrant de cette maladie. Au début de la pandémie, un des défis majeurs auxquels la quasi-totalité des pays ont fait face était l'accès à l'oxygène pour traiter leurs patients voués souvent à une mort certaine en l'absence de ce produit.

Au début de la pandémie, le Tchad comptait au total deux centrales de production d'oxygène, toutes installées à Ndjamenas avec une faible capacité de production pour faire face à une demande importante.

Grâce à l'appui des partenaires dont l'OMS pour aider à assuré la coordination dans la riposte contre la Covid-19, le système de santé du Tchad a fait preuve de résilience en matière d'accessibilité à l'oxygène médical. En effet, actuellement trois centrales de production d'oxygène sont opérationnelles à Ndjamenas et d'autres sont planifiées par différents partenaires.

L'OMS met aussi à disposition du gouvernement Tchadien, deux centrales de production d'oxygène (l'un à Moundou et l'autre à Bongor) qui vont couvrir les provinces du Mayo Kebbi Est et du Logone Occidentale. Ce dispositif contribue à une meilleure prise en charge des cas sévères de COVID19 tout en réduisant la mortalité liée à l'oxygénothérapie. Ces infrastructures ont été financées à hauteur de 2 000 000 de dollars, à travers le vaste programme de l'OMS pour rendre l'oxygène médical accessible à tous.

L'approvisionnement en oxygène médical et la capacité des agents de santé à assurer l'oxygénothérapie sont cruciaux dans la prise en charge des cas grave de COVID-19.

Avant ce dispositif tous les hôpitaux de la partie sud du Tchad étaient obligés de parcourir de très longues distances (250 à 800 km) pour venir s'approvisionner en oxygène à Ndjamenas ou il n'y avait qu'une seule centrale de production d'oxygène capable de remplir les bouteilles pour les demandeurs externes.



« Les deux centrales mises à notre disposition par l’OMS, nous réconfortent énormément compte tenu de nos immenses besoins en oxygène. Nous remercions sincèrement l’OMS pour ce don afin de produire sur place l’oxygène ». a témoigné Monsieur KOULDJIM NGAREBEYE, Directeur de l’hôpital provincial de Bongor.

Aujourd’hui, les populations de 6 provinces de la partie sud du Tchad (sur un total de 23 provinces) sont bénéficiaires de ce projet. Un grand soulagement pour ces populations qui disposent désormais d’oxygène à proximité et en quantité suffisante.

« A l’hôpital, il y’a beaucoup d’infections par voie respiratoire qui nécessitent à tout moment la réanimation, la disponibilité permanente de l’oxygène facilitera la prise en charge des patients COVID-19 et d’autres infections par voie respiratoire, a poursuivi le Directeur de l’hôpital de Bongor ».

Pour rappel, ce projet comporte plusieurs composantes que sont la construction des infrastructures d’accueil répondant aux normes internationales, l’acquisition et l’installation de deux générateurs d’oxygène complets par site, l’acquisition et l’installation d’une rampe de remplissage des bouteilles à haute pression (200 bars) par site, avec une capacité de 216 m³ par 24 heures (c.à.d. 28 bouteilles de 50L /24 heures ou 144 bouteilles de 10L/24 heures), l’acquisition des pièces de rechange et consommables pour la maintenance préventive des machines pour une durée de 3 ans.

De surcroît, le projet leur attribue 200 bouteilles de 50L et 62 accessoires des bouteilles puis l’installation de deux groupes électrogènes de 165 KvA par site.

Pour s’assurer du fonctionnement de cet équipement, les techniciens des deux sites sont formés sur l’utilisation rationnelle et la maintenance préventive des centrales de production d’oxygène avec des kits de maintenance préventive.

« Les décès liés au manque d’oxygène dans cette partie du pays pourrait maintenant être atténuées », a affirmé Dr Edison MAOMBI, conseiller à l’OMS Tchad pour la prise en charge COVID-19.



Visite de courtoisie et présentation des lettres de créance.

Par Pascal Dohou Ferso



Le nouveau représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI) pour l'Afrique centrale et du Cameroun, Dr Raymond Tavares a présenté les copies figurées de ses lettres de créance au Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, à l'intégration africaine et des Tchadiens de l'Étranger Mme Awatif El Tidjani Ahmed Koiboro le 2 août 2022. Au cours de l'audience, les deux personnalités ont passé en revue les priorités de l'ONUDI dans l'accompagnement du Tchad en matière de développement industriel.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a nommé le Nigérien Abdou Abarry comme son représentant spécial pour l'Afrique centrale et chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), le 1^{er} août 2022. M. Abarry succède au Guinéen François Lounceny Fall. Le chef de l'ONU a exprimé sa gratitude pour le dévouement de ce dernier et son excellent leadership à la tête de l'UNOCA ces cinq dernières années. Abdou Abarry était jusqu'à aujourd'hui représentant permanent du Niger auprès des Nations Unies à New York. Il avait auparavant été représentant spécial du président de l'Union africaine (UA) et chef du bureau de liaison de l'UA en République démocratique du Congo.



La Coordinatrice Résidente, Mme Violet Kakyomya, a reçu en visite cet après-midi, le nouveau Directeur Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, M. Paul Coustere. Les deux ont échangé sur le travail en cours et les perspectives de l'antenne UNESCO Tchad en matière d'appui au Gouvernement dans les secteurs de l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information. Rappelons que M. Paul COUSTERE remplace à ce poste, M. Salah Khaled.

La nouvelle Représentante de l'UNHCR, Mme Laura Lo Castro a présenté les copies figurées de ses lettres de créance aux autorités tchadiennes, notamment à la Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, à l'intégration africaine et aux Tchadiens de l'Étranger Mme Awatif El Tidjani Ahmed Koiboro le 03 août 2022.





700.000

U-Reporters



Envoie



1301

JOINDRE



U-Report TCHAD



U-Report
TCHAD
TA VOIX COMPTE

U-Report, la plateforme sociale créée par l'UNICEF, disponible gratuitement via SMS, et sur les réseaux sociaux, où les jeunes expriment leurs opinions et deviennent des agents positifs de changement dans leurs communautés, a dépassé les 700.000 membres au Tchad. Un grand bon en avant pour cette plateforme qui vise le million de membre d'ici la fin de l'année.



NATIONS UNIES
TCHAD

BP: 906 – N'Djamena
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>